

Déclaration verbale de Paula Roupá au procès de *Lutte Révolutionnaire*, le 24 octobre 2011

En premier lieu, par rapport à la mise en examen principale dont vous nous accusez, qui dit que nous avons mis en place une «organisation terroriste», avec laquelle «nous visions l'ordre social du pays, et nous voulions le renverser ou du moins nous voulions sa déchéance». J'aimerais rester sur ce point. En elle-même, cette accusation est la plus grande preuve qu'il s'agit bien là d'un procès politique. Il n'y a pas de meilleur aveu qu'il s'agit là d'un groupe armé lequel se tourne contre le régime, contre l'ordre social de ce régime. Cette accusation est en soi l'aveu que nous sommes des sujets politiques, que nos objectifs étaient politiques, et que les activités de notre groupe étaient purement politiques.

Mais vous n'admettez pas que nous sommes une organisation politique, parce qu'en fait ce serait un aveu indirect qu'il y a un contrepois politique dans ce système. A savoir que *Lutte Révolutionnaire* est une organisation politique qui prône un autre type de société, un autre type d'organisation sociale, politique et économique. Reconnaître que vous avez face à vous des adversaires politiques, serait en fait reconnaître qu'au sein de cette société, de ce système que vous servez, il y a des gens qui luttent, qui voient, qui prônent, qui recherchent un autre type d'organisation sociale.

Ce seul fait serait un coup porté à votre régime. Le régime que vous servez. Vous de l'autre côté, vous voulez montrer que ce régime est une voie à sens unique, à savoir, qu'il n'y a pas de vie en dehors de ce système, qu'il n'y a pas de vie en dehors de cette société. Vous voulez nous convaincre que tout combat pour nous libérer de cette situation sociale, toute tentative est désastreuse. Vous voulez nous persuader que l'existence d'une société sans État, sans gouvernants ni gouvernés est impossible. Vous voulez nous convaincre que l'existence d'une société sans maître ni esclave est impossible. Vous voulez nous persuader qu'il est impossible qu'une société existe sans riche et sans pauvre. Tout ceci, bien sûr, repose sur une base politique et théorique. Nous le savons. Il y a eu des théoriciens tels que Malthus et Adam Smith, il y en a eu beaucoup à travers toute l'histoire du système capitaliste que vous servez, qui ont théorisé l'existence de la pauvreté, ils ont théorisé qu'il est impossible à la société d'exister en dehors des divisions sociales.

A travers ce tribunal, vous êtes aussi au service de tout cela. Toute cette théorie, qui en réalité veut nous convaincre que le destin du pauvre est d'être pauvre, le destin de l'opprimé est d'être opprimé, et, comme Smith le disait pour ceux qui le savent, que la recherche du profit -sur laquelle en réalité est fondée une société de l'inégalité et de l'injustice telle que la nôtre- est le droit inaliénable de tout un chacun à améliorer sa situation économique, en marchant sur les têtes des autres. Vous, vous croyez que c'est un droit inaliénable pour tout un chacun. Il s'agit pour vous de ce qu'on appelle la «liberté économique». C'est ce que vous défendez. C'est un effort pour légaliser la nature criminelle du régime. Ce régime, nous essayons de le renverser en tant qu'organisation. Nous voulons renverser cette société de l'inégalité.

Je vais faire référence maintenant à un exemple en relation avec la décision judiciaire de la Cour suprême pour les *17-Novembre*. En réponse à la question de l'organisation «terroriste» et du «crime» politique que vous mentionnez -entre parenthèses, tout cela avait été dit par la Cour suprême en citant la théorie objective- que quelqu'un se tourne avec son action contre l'ordre social du pays et recherche son renversement ou même son altération, pour reconnaître son action comme une action politique, il ne suffit pas juste de l'intention -car dans l'intention on suppose qu'elles sont reconnues comme étant des motifs politiques-, mais est déterminé par le résultat de cet effort. C'est-à-dire, à en juger par le résultat, la Cour suprême dit: puisque

vous n'êtes pas arrivés pas à renverser le régime, vous n'êtes pas des prisonniers politiques, votre cas n'a pas de nature politique. Ceci est un autre type d'aveu. Lequel? Celui que «nous allons avec le vainqueur». À savoir que «si vous parveniez à vaincre, alors vous serez reconnu comme des êtres politiques. Mais vous n'avez pas vaincu, donc votre action n'est pas politique. Vous avez une activité minoritaire».

Il est tout-à-fait logique qu'une organisation comme *Lutte Révolutionnaire* ne peut pas elle seule amener le renversement. Il est nécessaire d'avoir un ensemble de processus politiques et sociaux pour réussir une telle chose. Mais si nous supposons que *Lutte Révolutionnaire* pouvait renverser le régime, qu'est ce que cela voudrait dire? Qu'automatiquement nous serions reconnus comme étant des sujets politiques. Nous arrêterions d'être des terroristes parce que nous serions les vainqueurs. Qu'est ce que cela veut dire? Que cette Cour, comme la totalité de la culture qui existe au sein de ce système, dit «nous allons avec le vainqueur». Ce qui veut dire que «nous ne sommes pas intéressés par la qualité du système. Nous ne voulons pas la qualité de cette organisation. Ce qui nous intéresse c'est qui a le dessus» Le vainqueur décrète qui est le prisonnier politique, quel procès est politique, qui est l'être politique et qui est le criminel, qui est le terroriste et qui est celui qui peut être éreinté en tant que délinquant criminel.

Pour moi c'est une évidence qu'au sein d'une société comme la nôtre, comme celle qui existe aujourd'hui, au sein d'une société où domine l'Etat comme un mécanisme de pouvoir, il est inéluctable que les valeurs de cette société soient décrétées par celui qui a gagné. Qui a le pouvoir entre ses mains. C'est lui qui donne un sens aux choses. Celui qui est en dessous et lutte, sera décrété comme tel par ceux qui le dominent selon leurs conditions.

C'est le cas notamment ici. Vous même en réalité, si jamais un groupe réussissait à détruire l'ordre social existant, vous changeriez immédiatement votre position et diriez «oui, c'est des êtres politiques».

De la même façon si nous supposons qu'une révolution sociale était en marche et nous réussissions à renverser ce régime, ce système. Dans ce cas, nous pouvons nous imaginer que Papandreou tenterait de combattre cette révolution. Qu'il s'organise, qu'il fait appel à l'armée et qu'il s'attaque à notre effort de renverser l'ordre social du régime. Auquel cas, en se basant à votre logique, c'est celui qui sera vaincu qui sera le terroriste, le criminel. Et il ne peut pas être lui un sujet politique puisque il sera vaincu. Bien sûr ces propos sont théoriques, car dans le cas où nous étions les vainqueurs la question des accusations ne se poserait même pas.

Je souhaiterais maintenant me positionner par rapport aux questions soulevées par le camarade Maziotis, elles concernent trois points, qui est celui qui parle de terroristes, de quelle position il parle et ceux qu'il accuse comme étant des terroristes.

Lutte Révolutionnaire -comme nous l'avions indiqué dans notre déclaration le premier jour du procès- est en réalité une organisation purement politique, elle a des caractéristiques sociales et de classes profondes, elle lutte pour l'égalité économique et la liberté politique de chaque personne.

C'est vraiment rageant - surtout dans les conditions que nous vivons aujourd'hui- que ce soit nous qui soyons accusés d'être des terroristes, au moment où tout ce qui se passe autour de nous est un crime énorme.

Ce tribunal est au service d'un système à la fois économique et politique qui se trouve dans une crise profonde. Une crise qui est le résultat d'un long processus d'oppression et d'exploitation profonde de toute la planète et dont les résultats sont vécus actuellement par tout le monde. Ces personnes, ces «honorables messieurs» du système, les investisseurs, les industriels, les capitalistes, sont en fait indifférents à la vie de tout un chacun, en réalité c'est seulement le profit qui a une valeur à leurs yeux. Ils vont et ils investissent dans les bourses qui sont en réalité le temple de l'argent et le mécanisme qui légalise l'euthanasie de

populations entières à travers le monde. Nous sommes allés en tant qu'organisation et nous avons frappé la bourse, nous ne nous en sommes pas caché, nous l'avons admis et nous avons bien fait -j'apporte ici un exemple d'une action dont vous nous accusez en fonction de votre droit pénal. Tout capitaliste «respectable» va sur les marchés boursiers avec sa samsonite et ses cravates, pour accroître son propre profit et sa propre richesse, il investit dans des vies humaines comme si c'étaient des cacahuètes. Cela n'a pas d'importance pour lui, s'il investit dans des cacahuètes, dans les dettes de pays ou dans la mort de gens. Parce que quiconque qui s'est occupé de manière élémentaire de ses questions -sans avoir besoin d'avoir terminé l'Ecole supérieure d'économie ou une quelconque université d'économie- qui s'est occupé de façon rudimentaire de ce que signifie à notre époque un investissement sur les marchés boursiers, sur les marchés des produits alimentaires, sur les marchés des producteurs, que les grands investisseur eux-mêmes caractérisent comme des armes de destruction massive, comprend que de tels investissements en réalité ont provoqué littéralement la mort de centaines, de milliers de personnes.

La récente crise alimentaire de 2008 avait fait descendre des millions de personnes dans les rues. Beaucoup sont morts. Nombreux sont ceux qui ont été marginalisés. Des classes entières ont disparu, rejetées dans les marges.

Actuellement avec la crise que nous vivons, les élites croient que cette euthanasie sociale, comme je la nomme, est en réalité l'unique solution pour tirer le système hors de la pourriture et pour lui donner un souffle de vie. C'est-à-dire qu'ils ont pour but de tuer, non pas de marginaliser uniquement, de tuer clairement des gens pour qu'eux puissent survivre. Le pourquoi, je vais l'expliquer dans ma défense. Il s'agit d'une grande histoire et, son analyse, je pense que *Lutte Révolutionnaire* la détient, elle l'a déposée et nous allons la faire revivre ici.

Je crois que ce système est ridicule. Nous qui sommes des combattants, qui nous battons depuis notre adolescence, qui pour la plupart d'entre nous avons été arrêtés, battus, traînés tant de fois aux tribunaux pour des luttes, des occupations, des manifestations, pour tout un tas d'activités qui concernent le combat collectif dans les rues, nous qui avons lutté dans le cadre de *Lutte Révolutionnaire*, laquelle je me répète, est une organisation politique qui est profondément ancré dans des caractéristiques sociales et de classe. Nous qui nous sommes réellement tenus de manière radicale aux cotés des prolétaires, qui avons été de manière significative proche des pauvres, qui avons fait face au capital, face au pouvoir, face aux vrais criminels qui nous accusent d'être des «terroristes». Il est ridicule que ce soit nous qui soyons en prison, qui risquons notre vie, qui risquons encore d'aller en prison pour de nombreuses années.

En réalité je ne pense pas que cette Cour soit impartiale. C'est un procès spécial, dans un endroit spécial, sous de conditions spéciales, sans médias qui sont éliminés des procédures, sans la possibilité d'avoir un procès-verbal relatif à l'enregistrement d'un processus historique. Ce seul fait montre qu'il y a eu un calcul en relation avec ce procès. Je pense que, malgré le fait que vous n'avez pas la possibilité de nous condamner pour des actions particulières, car tout le monde sait quelles sont les preuves qui existent contre nous trois que vous accusez comme étant des «chefs» de l'organisation, moi-même Maziotis et Gournas, vous allez tout de même nous condamner. Nous, nous avons accepté la responsabilité politique, nous avons déclaré combien nous étions fiers de notre participation, et nous allons le répéter encore et encore. Mais en ce qui concerne les actions, il n'y a pas de preuves.

Pour ce qui est des chefs j'ai à dire ceci: Nous sommes des anarchistes, et en tant que tel, non seulement nous n'acceptons pas la hiérarchie, mais en plus elle nous dégoûte. Bien sûr, je crois que toute organisation révolutionnaire qui agit dans le cadre de la guérilla révolutionnaire urbaine n'a pas de hiérarchie.

Nous, nous luttons pour qu'il n'y ait point de hiérarchie dans la société. Ce serait impossible pour nous de construire une organisation laquelle a en son sein les structures sociales qu'on est censé combattre pour les renverser. Je crois que *Lutte Révolutionnaire* est en réalité une micrographie de ce que nous voulons faire passer comme modèle d'organisation sociale. A savoir, une organisation horizontale, sans chef, sans dominant ni dominé.

Bien qu'il n'y ait pas en réalité, pour l'accusation de «commandement», la possibilité de nous condamner, vous allez quand même le faire. Votre décision de nous accuser sur cette question est politique. En ce qui concerne Gournas, que c'est finalement lui qui aurait été le chef, qu'il ne l'aurait pas été dès le début, qu'est-ce que cela signifie? Que Gournas a endossé la responsabilité politique, et donc il est compris dans les chefs parce qu'il porte ainsi le poids politique d'une organisation. Moi je vous dis que s'il y avait encore cinq personnes qui assumeraient, vous les placeriez également en tant que chefs. Et de quoi parlerions-nous? D'une organisation de commandement horizontale. N'est-ce pas?

J'aimerais dire une autre chose: Comme le pays entier le sait, Maziotis et par extension moi-même, étions surveillés depuis 2002, date à laquelle mon compagnon avait été libéré, jusqu'à récemment. Il y a eu de nombreuses émissions à la télévision sur ce fait. A savoir qu'il y a eu une très longue surveillance des deux, principalement de Maziotis -mais nous vivions ensemble donc par extension aussi de moi - et elle n'avait révélé aucun élément, ni pour l'organisation ni pour rien. Je veux dire ceci: Je crois finalement que nous serons condamnés pour le commandement et pour les actions. Je crois qu'il s'agit d'une décision politique, parce que vous ne pouvez pas dire que «ces messieurs sortent, ils endossent les responsabilités, ils parlent publiquement de leurs positions, ils défendent des actions de ce genre et nous allons les laisser sortir avec une simple participation».

Vous avez je crois l'ordre de nous condamner. Et je souhaiterais vous dire ceci: la décision qui en sortira sera une condamnation, vous allez nous mettre des centaines d'années de prison, et que cela va provoquer un précédent politique. Le précédent politique c'est quoi? Que tous ces «messieurs», anciens ministres de l'Ordre public, directeurs et administrateurs des services secrets et de l'antiterrorisme anciens et actuels, certains agents de la CIA qui nous surveillaient de temps en temps -je ne peux pas savoir pendant combien de temps-, au final tous les services secrets de Grèce, quelques-uns de l'étranger, des acteurs politiques de Grèce, d'anciens ministres, et par extension les gouvernements aussi, sont en fait complètement impuissants en matière de sécurité. Qu'est-ce que cela veut dire? «On avait les chefs depuis 2003, époque à laquelle l'organisation a commencé, on les suivait constamment et qu'est ce que vous avez fait? Rien! Ils agissaient, imperturbables, toutes ces années». Ce qui veut dire qu'en tant que «chefs» nous allions, nous organisions, nous écrivions, nous portions sur nos épaules tout le fardeau d'une organisation, et en même temps il y avait derrière nous une horde d'agents secrets et de policiers.

Toutes ces choses ne proviennent pas de mon expérience. Elles ont été enregistrées par des chaînes, d'émissions de télévision et d'émissions de radio. Marcogianakis, qui était l'ancien ministre de l'Ordre public, s'était engagé à défendre les services secrets de la Grèce et de l'antiterrorisme, durant toute la période précédant nos arrestations, concernant les surveillances, et à dire qu'ils n'ont pas cessé un instant de nous suivre.

Je lance le défi suivant. Amenez-les ici. Qu'on les appelle. Qu'on appelle ici Marcogianakis, Korandis, Chorianopoulos - son nom apparaît dans les entretiens de Marcogianakis- que tout ces «messieurs» soient appelés ici. Appelez l'ancien ambassadeur, qui était en poste quand l'ambassade américaine a été frappée. Appelez les agents de la CIA qui nous surveillaient. Que ces «messieurs» soient tous appelés et qu'ils disent publiquement -ce serait un grand plaisir pour moi, vraiment je vous l'assure- que «nous messieurs, nous les surveillions toutes ses années, puis ils nous échappaient pour de longues périodes » -parce que pour être organisée, une action de l'organisation a besoin de temps, qu'il n'est pas possible de la faire en

un instant-, «ils se sauvaient, ils disparaissaient puis ils réapparaissaient, et nous, nous ne faisons rien». Autrement dit, nous avons surmonté complètement leurs mesures de sécurité, nous les avons complètement humiliés. Qu'ils viennent le dire publiquement, et je vous garantis que pour ce qui est des actions qu'ils vont mentionner je vais les accepter. J'accepterai aussi la partie qui concerne les actions elles-mêmes. Amenez-les ici. Ce serait ma joie en tant que révolutionnaire d'humilier publiquement ce régime, et qu'ils disent concrètement que nous les tenions (il s'agit là d'un phénomène sans précédent dans l'histoire mondiale du mouvement révolutionnaire), qu'ils nous ont tous humiliés et qu'ils sont allés faire leurs actions. Moi je vous assure que je vais aussi endosser les responsabilités des actions.

Paula Roupa